

Les crédits

devraient songer à cette petite anecdote chaque fois qu'ils entendent le premier ministre appeler les goinfres à table.

Mme Dianne Brushett (Cumberland—Colchester, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député pour ses observations, notamment celles au sujet du candidat qu'il a battu aux dernières élections et du gaspillage de l'argent des contribuables que constituent les pensions des députés.

Je rappelle au député que nous avons fait campagne en 1993 avec un programme de promesses électorales appelé le livre rouge. L'une des promesses contenues dans le livre rouge visait la réforme des pensions des députés. Et c'est ce que le premier ministre tient à faire maintenant.

Le député de Swift Current—Maple Creek—Assiniboia a-t-il fait part de ses idées au comité qui s'occupe de la réforme des pensions des députés? Nous, de ce côté-ci de la Chambre, faisons chaque jour des recommandations sur ce que nous jugeons nécessaire pour satisfaire non pas le Parti réformiste du Canada, mais bien les contribuables et les électeurs, pour aligner les pensions des députés sur celles du secteur privé. Nous tenons en cela une promesse que nous avons faite dans le livre rouge aux électeurs et aux contribuables.

Le député a-t-il fait part de ses observations au président du Conseil du Trésor qui cherche à aligner les pensions des députés sur celles du secteur privé?

M. Morrison: Non, monsieur le Président, je ne l'ai pas fait. Je siège à d'autres comités. On ne peut pas être partout en même temps. Si la députée veut prendre ma place au Comité des ressources naturelles, je prendrai la sienne au Comité des finances. Est-ce là une réponse satisfaisante?

M. Jim Abbott (Kootenay—Est, Réf.): Monsieur le Président, la dernière question donne peut-être une fausse impression de tout le problème ici. Il y a un manque total de compréhension à l'égard de cette question qui préoccupe les Canadiens depuis assez longtemps.

J'ai donné l'exemple des gens qui viennent me voir dans ma circonscription. Si je parle à 20 ou 25 personnes durant une journée, au moins 5 et peut-être même 10 d'entre elles soulèvent cette question durant la conversation. C'est un problème majeur.

Je dirais aussi qu'il y a peut-être un problème du côté des médias. Il y a deux semaines, j'ai eu l'occasion de participer à l'émission de Don Newman qui est tournée ici, dans le hall. L'émission portait sur les REER et sur les remarques que le président du Comité permanent des finances avait faites à ce sujet.

Étant donné que, comme bien d'autres députés, je cherche toujours à m'améliorer, j'ai pris la peine de téléphoner à un certain nombre de gens pour leur demander de regarder l'émission et de me dire ensuite honnêtement ce qu'ils en pensaient. Certaines de ces personnes ont réuni des gens de leur bureau pour

regarder l'émission, qui était diffusée au milieu de l'après-midi en Colombie-Britannique. Ils l'ont regardée en prenant un café.

• (1550)

Pendant l'émission, Don Newman s'est trouvé à mentionner le régime de pension des députés lorsqu'il a demandé à une des personnes interviewées pourquoi les députés posaient des questions au sujet des REER alors qu'ils ont eux-mêmes un régime de pension doré. Je ne crois pas que cet échange entre Don Newman et le représentant du secteur des assurances qu'il interviewait ait duré plus de 90 secondes.

La première remarque que m'ont faite toutes les personnes à qui j'avais demandé de regarder l'émission pour qu'elles me disent si j'avais bien parlé, si ma cravate était droite et si l'interview s'était bien déroulée a été: «Vous devriez vraiment faire quelque chose au sujet du régime de pension des députés.» Les libéraux semblent tout à fait insensibles à cela, ce que je n'arrive pas à comprendre.

Je voudrais demander au député s'il a le même sentiment de frustration que moi lorsqu'il se rend compte que, même s'il arrive que Don Newman ou un autre journaliste de la presse écrite ou parlée fasse des commentaires à ce sujet, jamais personne ne dit dans les journaux ou à la télévision que les réformistes et, je suis heureux de dire, un néo-démocrate réclament que la situation soit corrigée immédiatement. Je me demande s'il est aussi frustré que moi de voir que les médias parlent de la nécessité de réformer le régime de pension des députés, mais ne parlent jamais des gens qui essaient de faire bouger les choses.

M. Morrison: Monsieur le Président, j'ai observé la même chose que le député. Cela n'attire pratiquement pas l'attention des médias. J'ignore pourquoi. Les électeurs jugent sûrement cela important. En fait, ils jugent cela tellement important qu'ils y accordent plus d'importance qu'à d'autres grandes questions de l'heure.

Dans les conversations, dès que le mot «politique» ou «politicien» est prononcé, les gens ne parlent pas de la dette ou du système de justice, mais la première chose dont ils parlent, c'est des pensions des députés. Ensuite, ils abordent les grands dossiers comme le système de justice et la dette nationale. Ce qui tombe sur les nerfs des gens d'un océan à l'autre, c'est le régime de pension abusif et indécent des députés.

[Français]

M. René Canuel (Matapédia—Matane, BQ): Monsieur le Président, je ferai un court commentaire et je poserai une question au député.

Je suis évidemment d'accord sur un point avec le Parti réformiste. Si une pension est accordée à l'âge de 27 ou 30 ans, je crois que réellement c'est trop, parce que ces pensions sont payées avec les impôts de tout le monde.